Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1596

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

Suisse et Europe

La Suisse et l'Union européenne, qui s'agrandit, vivent des moments difficiles. L'épreuve de force irresponsable engagée par le Conseil fédéral déclenche l'irritation de nos voisins. Ils rappellent à la Suisse sa place au cœur du continent, entourée de frontières.

Les frontières oubliées

Le gouvernement allemand s'est étonné des réactions du Conseil fédéral après le renforcement des contrôles frontaliers. La Suisse est un pays extérieur à l'Union européenne et les accords de Schengen autorisent les gouvernements à consulter pour chaque voyageur entrant la base de données baptisée «système d'information Schengen» (SIS) qui contient des informations sur les personnes recherchées et les objets volés.

Comme la Suisse n'est pas la Roumanie, l'Ukraine ou l'enclave de Kaliningrad, autres frontières extérieures de l'Union européenne, les observateurs ont bien compris que ces contrôles adroitement modulés sont un moyen de pression sur la Confédération pour qu'elle signe l'accord - prêt et rédigé - sur la fiscalité de l'épargne et qu'elle accepte les clauses de Schengen sans réclamer d'illusoires modifications. La manœuvre allemande est assez risquée. L'acceptation par le peuple d'accords qui sembleraient imposés par le grand voisin du nord est pour le moins incertaine.

Mais la surprise de Berlin face aux indignations suisses n'était peut-être pas feinte.

Suite en page 2

Roulez tambours

Qui se souvient encore de la rencontre à Bâle, transfrontière, d'Helmut Kohl, de François Mitterrand et de Jean-Pascal Delamuraz? Elle attestait la force de la région - regio Basiliensis - bousculant les Etats nations, qu'ils appartiennent ou non à l'Union européenne. C'était l'Europe de Denis de Rougemont en surimpression à celle de Jean Monnet. Aujourd'hui la frontière est renforcée; elle marque le *in* et le *aus* Schengen. Les colonnes de camions le montrent: la Suisse est *aus*.

Personne n'est dupe. L'Allemagne exerce une pression sur la Suisse en rapport avec les bilatérales. Mais comme dans les querelles de préau est posée la question: qui a commencé? Or pas besoin d'une longue enquête pour découvrir que c'est la Suisse qui a déclenché l'affrontement. En refusant de parapher le traité sur la fiscalité de l'épargne, qui a été bien négocié et qui donne satisfaction aux deux parties, la Suisse s'est lancée dans une épreuve de force. Elle sait l'Union européenne pressée de mettre en vigueur son dispositif de lutte contre la fraude dans l'ensemble des Etats

Suite en page 2

Dans ce numéro

L'élargissement de l'Union européenne défie l'économie suisse.
Lire en page 3

Le Conseil national entend indemniser les personnes victimes des stérilisations forcées.
Lire en page 4

L'intégration des étrangers n'a pas de prix.
Lire en page 6 et 7

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

19 mars 2004
Domaine Public n° 1596
Depuis quarante et un ans,
un regard différent sur l'actualité